



Convergence 37 Services Public

extinction
rebellion



Tours, le 09/12/2020

RETRAIT TOTAL DES LOIS LIBERTICIDES NON A LA REMISE EN CAUSE DES DROITS SOCIAUX

Nous étions encore nombreuses et nombreux le 5 décembre à Tours comme partout en France pour obtenir le retrait total du projet de loi de sécurité globale, s'opposer aux dérives autoritaires, liberticides et aux violences policières et racistes.

La réécriture de l'article 24 du projet de loi de sécurité globale ne suffit pas. Toute la loi, associée au schéma national du maintien de l'ordre, restreint nos libertés démocratiques (drones, caméra facial, logiciel de reconnaissance faciale, ...). Elle s'inscrit dans le cadre de cet état d'urgence sanitaire qui ne vise au final qu'à tenter de juguler la profonde crise sociale qui traverse tout le pays.

Nous affrontons une crise sans précédent qui a une nouvelle fois révélé les profondes inégalités de notre société, en Touraine comme ailleurs.

L'augmentation de la précarité, les vagues de suppressions d'emplois, la casse des services publics accroissent la misère dans nos villes, nos campagnes, nos quartiers populaires. Un million de personnes supplémentaires sont passées sous le seuil de pauvreté depuis le déclenchement de la pandémie.

Ce gouvernement utilise également l'arme de la division et de la xénophobie, avec sa loi sur le « séparatisme » présentée ce mercredi au conseil des ministres. En effet, personne n'est dupe : ce sont bien nos concitoyens et concitoyennes de confession musulmane qui sont visés et stigmatisés par ce projet de loi qui vise à désigner un ennemi intérieur et à diviser les classes populaires.

Le gouvernement maltraite les « premiers de corvées », très majoritairement des femmes, qui risquent leur vie au quotidien, souvent dans le silence. Nous n'oublions pas que depuis des années, les gouvernements successifs ont œuvré au démantèlement du service de santé, de celui de l'éducation, et de tous les autres services publics, dans une logique de rentabilité, que les populations paient cher aujourd'hui. Les mauvais coups se multiplient : loi de programmation de la recherche, création d'un forfait de 18 euros aux urgences de l'hôpital, le vote du Sénat pour une retraite à 63 ans et 43 années de cotisation et plus généralement la destruction de nos communs (environnement, sécurité sociale...).

Nous ne sommes pas dupes, le gouvernement profite de cette crise pour imposer ses réformes libérales et s'attaquer à nos libertés avec ses lois autoritaires et essaye de nous diviser avec des lois xénophobes. La loi de sécurité globale est l'instrument du pouvoir pour organiser son contrôle pernicieux contre toutes les aspirations démocratiques de la société civile. Elle doit être totalement retirée !

**Retrouvons-nous toutes et tous ensemble
samedi 12 décembre
à 14h30 place de la Liberté à Tours
Manifestation déclarée en préfecture avec respect des gestes barrières**